

		Accusé de réception en préfecture 006-210600698-20220329-2022-37-DE Date de réception préfecture : 30/03/2022
---	--	---

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DU SERVICE PARC AUTOMOBILE DE LA VILLE DE GRASSE AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON

Entre

La Commune de Grasse, représentée par son Maire en exercice Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil municipal en date du _____ désignée ci-après par « la Ville »,

D'une part,

Et

Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, représenté par son Premier Vice-président en exercice, Monsieur Emmanuel DELMOTTE, agissant au nom et pour le compte du SIEF en vertu d'une délibération du Comité syndical en date du 15 février 2022, ci-après dénommé « le SIEF »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61, 61-1, 61-2 et 63 ;

VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Considérant que la mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir ;

Considérant que la mise à disposition ne peut avoir lieu qu'avec l'accord du fonctionnaire et doit être prévue par une convention conclue entre l'Administration d'origine et l'organisme d'accueil ;

Considérant que l'organe délibérant de la collectivité territoriale doit en être préalablement informé et que les fonctionnaires peuvent être mis à disposition auprès d'un ou de plusieurs organismes pour y effectuer tout ou partie de leur service ;

Considérant que le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF) utilise quotidiennement une flotte de véhicules de type berline dont il est obligé d'assurer l'entretien et la maintenance et pour laquelle il se doit de passer des marchés pour de la fourniture de carburants et pour l'assurance de ces véhicules ;

II EST CONVENU CE QUI SUIV

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20220329-2022-37-DE
Date de réception préfecture : 30/03/2022

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions des articles 61 et suivants de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, la Ville met à disposition du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF) son Service Parc automobile.

Les objectifs pour le SIEF sont, d'une part, de bénéficier d'une expertise technique spécialisée pour l'entretien et la maintenance de sa flotte de véhicules et, d'autre part, de réduire ses dépenses de fonctionnement liées à la gestion de son parc automobile.

Le Service du Parc automobile de la Ville assurera, pour le compte du SIEF, la gestion technique, administrative et financière de l'ensemble des véhicules du SIEF.

Cette flotte est aujourd'hui constituée de deux véhicules de type berline.

Les missions de cette mise à disposition seront les suivantes :

- Entretien et maintenance de tous les véhicules,
- Fourniture et suivi de carburant,
- Gestion des contrôles périodiques,
- Gestion des assurances,
- Gestion des sinistres,
- Gestion des abonnements de télépéage,
- Assistance et conseil dans le renouvellement et/ou l'acquisition de véhicules.

Le Service du Parc automobile mettra à disposition l'ensemble de ses moyens humains et matériels pour mener à bien ces missions : 2 véhicules de dépannage, 4 ponts élévateurs, 1 fosse, 1 valise de diagnostic (ordinateur), un matériel spécialisé (pneumatique et hydraulique) et un logiciel de gestion d'un parc automobile.

ARTICLE 2 – PERSONNELS MIS À DISPOSITION

L'ensemble des personnels du Service du Parc automobile de la Ville sera potentiellement mis à disposition, à savoir :

Nom et prénom	Catégorie	Fonction au sein du syndicat
ESTELA Mathieu	C	Responsable du Service Parc automobile
SERNISSI Véronique	C	Assistante administrative et financière
HOCQUAUX Cédric	C	Chef d'atelier
ORTAVA Christian	C	Mécanicien
CAMATTE Guillaume	C	Mécanicien
WEYLAND Fabien	C	Mécanicien
BONHAUME Hugo	C	Mécanicien

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EMPLOI DES FONCTIONNAIRES MIS A DISPOSITION

Durant le temps de mise à disposition, les personnels du Service du Parc automobile de la Ville effectueront les temps de travail moyens suivants :

Nom et prénom	Catégorie	% indicatif de temps affecté à la mise à disposition
ESTELA Mathieu	C	1%
SERNISSI Véronique	C	1%
HOCQUAUX Cédric	C	1%
ORTAVA Christian	C	1%

Accusé de réception en préfecture N° 180069344/2022-37-E Date de dépôt : 10/03/2022		
Nom et prénom	Catégorie	% indicatif de temps affecté à la mise à disposition
CAMATTE Guillaume	C	1%
WEYLAND Fabien	C	1%
BONHAUME Hugo	C	1%

Dans le cadre de ces missions, les fonctionnaires territoriaux mis à disposition s'engagent à respecter l'ensemble du règlement intérieur en vigueur au sein du SIEF. La Ville continue à gérer la situation administrative du personnel mis à disposition.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DE FRAIS

Les montants des rémunérations, cotisations et contributions afférentes, ainsi que les charges correspondantes au 2^{ème} alinéa du III de l'article 6 du décret du 18 juin 2008 versés par la Ville, seront remboursés par SIEF aux quantités réellement exécutées selon les modalités suivantes : le traitement des fonctionnaires territoriaux mis à disposition sera ramené au taux horaire puis multiplié par le nombre d'heures réellement effectuées au profit du SIEF.

La Ville supportera seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L-27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

L'acquisition des pièces détachées nécessaires à l'entretien et à la maintenance sera remboursée sur présentation des justificatifs correspondants. À cet effet, et avant toute réparation, le Service du Parc automobile soumettra, pour validation, un devis de réparation auprès du SIEF.

Tous les autres frais : carburant, contrôles techniques, assurances, sinistres, abonnements télépéage, locations de véhicules et réparations effectuées par les entreprises privées, seront réglés directement par la Ville.

L'ensemble des charges visées ci-dessus sera constaté annuellement et donnera lieu à un état détaillé chaque année récapitulant toutes les sommes engagées. Le SIEF remboursera alors la Ville au moyen d'un versement annuel à réception du titre de recettes émis par la Ville établi selon l'état semestriel des dépenses.

ARTICLE 5 – DURÉE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique à compter du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2024. Elle pourra être renouvelée deux fois par période de 3 ans sur demande concordante des deux signataires.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu des d'une délibération exécutoire, notifiée au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des personnels mis à disposition sont automatiquement transférés au SIEF pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la Ville, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

ARTICLE 6 – DROITS ET OBLIGATIONS

Les fonctionnaires mis à disposition demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et à la réglementation relative aux cumuls d'emplois.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par la Ville.

ARTICLE 7 – FIN DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à la demande :

- De la Ville de Grasse,
- Du Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon (SIEF),
- Du fonctionnaire mis à disposition.

La demande de fin de mise à disposition prendra effet après respect d'un préavis de trois mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la collectivité territoriale et l'organisme d'accueil.

Si, au terme de la mise à disposition, le fonctionnaire territorial ne peut être réaffecté dans les fonctions exercées auparavant à la Ville, il sera placé, après avis de la Commission Administrative Paritaire, dans les fonctions d'un niveau hiérarchique comparable dans le respect des règles du 2^{ème} alinéa de l'article 54 de la Loi du 26 janvier 1984.

ARTICLE 8 – LITIGES

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à utiliser toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront, en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative, devant le Tribunal Administratif compétent à savoir, en règle générale, celui de Nice.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux personnels concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Ville et du SIEF.

Fait à GRASSE, en deux exemplaires.

<p>Pour la Ville de Grasse, Le Maire,</p> <p>Jérôme VIAUD Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes Président de la Communauté d'Agglomération Du Pays de Grasse</p>	<p>Pour le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, Le Premier Vice-président,</p> <p>Emmanuel DELMOTTE</p>
---	--